



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de
l'Environnement**

**Arrêté n° 2024 - 156 PC
portant prescriptions complémentaires
à l'arrêté n°2023-171 ENREG du 17 août 2023
concernant la société Chantier Naval de Marseille (CNM)
pour les conditions d'exploitation de la Forme 10 des
Bassins est du GPMM
sur la commune de Marseille (13016)**

Vu le code de l'environnement et en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-23 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 août 2017 autorisant la société Chantier Naval de Marseille (CNM) à exploiter des installations de réparation navale à Marseille 16^{ème} (Forme 10) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 portant autorisation au titre de l'enregistrement pour la société Chantier Naval de Marseille (CNM) de régularisation de ses activités de réparation navale exploitées au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 16^{ème} ;

Vu la lettre du Président de la société CNM en date du 26 avril 2024 adressée au directeur du GPMM, visant à mettre en place une charte pour réduire les impacts sonores et lumineux de son activité durant les périodes nocturnes et week-end ;

Vu la réponse par courriel de la société CNM en date du 1^{er} juillet 2024 adressée au préfet suite à la consultation sur le projet d'arrêté ;

Vu le rapport du 9 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la séance du CODERST du 17 juillet 2024 ;

Vu la réponse courriel du 19 juillet 2024 de la société CNM en réponse au contradictoire suite à la séance du CODERST du 17 juillet ;

Considérant que la modification proposée n'est pas jugée substantielle au sens de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement ;

Considérant que la modification nécessite de mettre à jour les dispositions des articles 2.6 et 2.7 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2023 susvisé ;

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -

Téléphone : 04.84.35.40.00

www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La société Chantier Naval de Marseille (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille – Terre Plein- de Mourepiane – Porte 4 – CS 40034 – 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant une activité de réparation navale au sein de la forme 10 des bassins Est du GPMM est tenue de respecter, dans le cadre l'évolution du fonctionnement des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – NIVEAUX SONORES

Les dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 sont remplacées comme suit :

« 2.6. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NIVEAUX SONORES

L'exploitant met en œuvre, pour l'ensemble des intervenants, les règles d'exploitation suivantes :

- réaliser les activités particulièrement bruyantes :
 - o du lundi au vendredi, hors jour férié :
 - entre 7h et 20 h du 15 avril au 15 octobre ;
 - entre 7h à 21h en-dehors de cette période ;
 - o aux mêmes horaires le samedi si non férié et uniquement suite à information préalable des associations de riverains ;
- limiter le bruit lié aux annonces à bord de navires pendant la nuit ».

L'exploitant met en place un système de monitoring pour mesurer en continu l'impact des nuisances sonores auprès des riverains et en limite de l'ICPE. Il permet de s'assurer que les mesures respectent les normes et conditions de relevés conformes avec les exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Il prévoit au moins 3 points de mesure, l'un positionné en limite de l'ICPE et deux positionnés au niveau des premières habitations.

L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées sur la base d'une étude réalisée par une société spécialisée la position préférentielle des points de mesure.

Ce système est mis en place pour une durée minimale d'un an jusque fin juillet 2025.

Un bilan des résultats de mesures est réalisé tous les trois mois et transmis à l'inspection. Ce bilan comprend en particulier :

- l'évolution dans le temps des niveaux sonores mesurés,
- une analyse statistique des niveaux sonores mesurés,
- l'analyse de la corrélation entre les niveaux sonores mesurés et l'activité du site,
- l'analyse des résultats de mesures au regard de la réglementation relative au bruit émis par les ICPE.

Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.

Les dispositions définies au 1^{er} alinéa du présent article seront revues selon les conclusions de ce bilan.

Une mesure réglementaire du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée aux 3 points de mesure précités avant le 1^{er} septembre 2024. Cette mesure est effectuée selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Selon le résultat de ces mesures, l'exploitant devra, en cas de non-conformité, proposer et mettre en œuvre des solutions d'amélioration de l'impact sonore de l'activité sur son environnement.

En cas de non-respect des dispositions du présent article, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être prises, après avoir préalablement mis en demeure l'exploitant.

ARTICLE 3 – EMISSIONS LUMINEUSES

Les dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.7.2 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitant met en œuvre, pour l'ensemble des intervenants, les règles d'exploitation visant à limiter l'impact des émissions lumineuses sur les habitations voisines pendant la nuit.

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend notamment les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les éclairages extérieurs sont utilisés uniquement en exploitation ou pour assurer la protection des biens et des personnes ;
- l'exploitant met en œuvre, pour l'ensemble des intervenants, les règles d'exploitation visant à limiter l'impact des émissions lumineuses sur les habitations voisines pendant la nuit.

L'exploitant doit s'assurer que ces éclairages sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit à l'exception des cas précisés ci-dessus ».

En cas de non-respect des dispositions du présent article, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être prises, après avoir préalablement mis en demeure l'exploitant.

ARTICLE 4 – DISPOSITIF DE SUIVI

Les dispositions de l'article 3.1- MODALITÉS D'EXÉCUTION de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

3.1.1. Comité de suivi

Un comité associant l'ensemble des parties prenantes (représentants des riverains, CIQ, associations, représentants des salariés, collectivités, services de l'État) aura pour objectif le suivi de la mise en œuvre des prescriptions imposées à l'exploitant par le présent arrêté, et sur le bilan des actions menées.

L'exploitant devra proposer les modalités de mise en place d'un tel dispositif dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant présentera à ce comité de suivi chaque bilan trimestriel du monitoring prévu à l'article 2.

3.1.2. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour les décisions de l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelle s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.


ARTICLE 7 – EXÉCUTION

- Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de Marseille,
- Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 31 JUL. 2024

Monsieur Christophe MIRMAND


Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud
Préfet des Bouches-du-Rhône